

---

Jean-Claude Caron

**Serge Bianchi et Roger Dupuy [dir.],  
*La Garde nationale entre nation  
et peuple en armes. Mythes et  
réalités, 1789-1871*, Rennes, Presses  
universitaires de Rennes, 2006, 561 p.  
ISBN : 2-7535-0235-8. 24 euros.**

---

#### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

#### Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Serge Bianchi et Roger Dupuy [dir.], *La Garde nationale entre nation et peuple en armes.*

*Mythes et réalités, 1789-1871*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 561 p. ISBN : 2-7535-0235-8.

24 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 35 | 2007, mis en ligne le 06 novembre 2008. URL : [http://](http://rh19.revues.org/index1742.html)

[rh19.revues.org/index1742.html](http://rh19.revues.org/index1742.html)

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://rh19.revues.org/index1742.html>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Tous droits réservés

Le dernier chapitre de l'ouvrage a un statut un peu particulier et tente de faire le lien avec l'histoire présente. Relevant avec pertinence que le jacobinisme est devenu un lieu commun pour désigner les carences administratives (ce que Michel Vovelle nomme « jacobinisme transhistorique »), Michel Biard donne un aperçu des usages relâchés du terme dans la bouche et sous la plume de nos parlementaires qui, pour la majorité conservatrice d'entre eux, n'ont retenu des écrits de François Furet que quelques anathèmes à destination de leurs adversaires de gauche. Le relevé de citations est certes plaisant, mais il y avait aussi là matière à s'interroger plus longuement sur les usages de l'histoire par les élites politiques contemporaines. Outre un caractère volontairement décalé par rapport à la démonstration d'ensemble, cet ultime chapitre présente l'inconvénient de laisser croire au lecteur au maintien *in extenso* de l'institution préfectorale durant ses deux siècles d'existence, gommant ainsi de nombreuses évolutions de la fonction préfectorale <sup>9</sup>. Le commentaire que fait l'auteur du décret du 29 avril 2004 est singulièrement empreint de la tentation globalisante qu'il reproche à Tocqueville. Certes, à l'énoncé de leurs attributions administratives, les préfets apparaissent toujours omnipotents, mais cette lecture ne tient pas compte de la montée en puissance des exécutifs locaux et surtout de la réduction des moyens dont disposent désormais les services déconcentrés sous le coup des transferts de compétence inscrits dans les lois de décentralisation et de la réforme « managériale » de l'État. Terminons par une remarque de composition : au lieu de la reproduction en annexe d'un décret récent et facile d'accès, les dernières pages du volume auraient pu abriter l'indispensable, mais ici manquant, index.

Christophe Voilliot

Serge BIANCHI et Roger DUPUY [dir.], *La Garde nationale entre nation et peuple en armes. Mythes et réalités, 1789-1871*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 561 p. ISBN : 2-7535-0235-8. 24 euros.

Récemment encore, les historiens travaillant sur l'histoire politique et sociale du XIX<sup>e</sup> siècle pouvaient à juste titre se plaindre d'une certaine méconnaissance relativement à la Garde nationale, ce que Roger Dupuy résume par l'expression de « déni historiographique ». On citait bien sûr le travail pionnier de Louis Girard, *La Garde nationale, 1814-1871*, publié en 1964 chez Plon, mais précisément pour regretter qu'il n'ait guère fait d'émules. Fort heureusement, trois initiatives récentes permettent de mettre à mal cette idée de méconnaissance : la synthèse publiée en 2001 chez l'Harmattan par un très bon connaisseur de l'histoire des forces en charge du maintien de l'ordre, Georges Carrot <sup>10</sup> ; la thèse soutenue à l'université Paris I en 2000 par Mathilde Larrère-Lopez sur la garde nationale parisienne <sup>11</sup> ; enfin ce volume qui offre la publication des actes d'un colloque tenu à l'université Rennes 2

9. À titre d'exemple, et concernant la monarchie de Juillet, voir Laurent Quéro et Christophe Voilliot, « Travail électoral et pratiques administratives dans le cadre du suffrage censitaire. Enquête sur un refus », *Revue d'Histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 26-27, 2003, p. 131-147.

10. Georges Carrot, *La Garde nationale (1789-1871). Une force politique ambiguë*, Paris, L'Harmattan, 2001.

11. Mathilde Larrère-Lopez, *La Garde nationale de Paris sous la monarchie de Juillet, le pouvoir au bout du fusil?*, thèse de doctorat sous la direction d'Alain Corbin, Université Paris I, 2000.

en mars 2005. Disons d'emblée que le sujet n'est pourtant pas épuisé : d'une part, parce que les approches de Louis Girard comme de Georges Carrot, outre le fait qu'elles sont qualifiées de « fonctionnalistes » par Roger Dupuy, sont centrées sur la garde parisienne et celle des grandes villes ; la thèse de Mathilde Larrère-Lopez renforçant encore ce regard très urbain en général et parisien en particulier. Que sait-on, aujourd'hui, des multiples gardes nationales qui essaient à travers tout le territoire, dans les petites et moyennes villes et dans les campagnes ? D'autre part, l'approche de la garde nationale en termes d'histoire sociale ou d'histoire culturelle reste insuffisante : une fois que l'on a parlé de « bourgeoisie en armes », qu'a-t-on dit ? Et que représente, par exemple, la rupture de 1848 dans l'origine de ces gardes nationales ?

L'ambition des deux directeurs de ce volume, secondés des 28 auteurs de contributions qu'il réunit, est de couvrir l'intégralité de l'existence de la Garde nationale, depuis sa création en 1789, dans la foulée de l'élan révolutionnaire naissant, jusqu'à la dissolution de la milice patriotique au lendemain de la Commune, au sein de laquelle elle incarnait les forces fédérées. L'ambiguïté de la Garde nationale est constitutive même du contexte de sa naissance, comme le rappellent Serge Bianchi et Roger Dupuy : elle apparaît à la fois comme un corps de patriotes, garant de la pérennité de la Révolution, et comme un rempart « contre les excès du populaire ». La contradiction reste valable pour l'ensemble de l'existence de la Garde nationale et explique pourquoi son implication dans la Commune a signé son acte de mort – un décès déjà prévisible depuis la Révolution du 4 septembre 1870, et un débat déjà posé lors de l'insurrection de juin 1848. L'existence de la Garde nationale se confond avec celle d'une double citoyenneté, à la fois complémentaire et rivale : d'un côté, montée en puissance d'une citoyenneté électorale et, de l'autre, maintien, bientôt jugé archaïque, d'une citoyenneté combattante, au sens premier du terme. L'histoire de la Garde nationale incarne et résume d'une certaine manière l'affrontement entre l'urne et le fusil comme instruments de la naissante et balbutiante démocratie.

Ce volume est d'une belle facture éditoriale. Outre les communications, il comprend une retranscription synthétisée des débats accompagnant les communications, quelques textes fondamentaux sur l'organisation de la garde, une bibliographie et un survol des sources, ainsi qu'un cahier d'illustrations. Quatre parties se succèdent : « Prémisses et antécédents », dans laquelle des spécialistes d'histoire moderne établissent une comparaison entre les « communes » rurales ou les milices bourgeoises d'Ancien Régime et la Garde nationale ; « Genèse et création », partie consacrée à la naissance des gardes dans différents espaces (Tours, Dijon, Provence, Paris, Haute-Saône, Moulins et Clermont-Ferrand, Midi), complétée d'une contribution portant sur le rôle des formations suisses dans les capitales provinciales (Alain-Jacques Czouz-Tornare) et une autre consacrée à Bruxelles et Namur (Catherine Denys) ; « Les gardes en révolution », partie composée à partir d'études de cas géographiques (Paris, Lyon, Nantes, Lorraine, Provence), parfois comparatives (entre Ille-et-Vilaine et Seine-et-Oise, par Serge Bianchi), ou chronologiques (Bernard Gainot, sur la place de la Garde nationale pendant le Directoire). La quatrième partie, « De la Révolution française à la Troisième République », intéresse plus directement les dix-neuviémistes : on y trouve là aussi des études de cas portant sur un espace et une chronologie plus ou moins étendus (Francis Pomponi sur la Corse de 1789 aux années 1830 ; Bruno Benoît sur Lyon de 1789 à 1871 ; Roger Demeude sur le Var

entre 1848 et 1851), mais aussi des approches plus thématiques et souvent centrées sur les années 1830-1840 (Annie Crépin sur la Garde, les gauches et l'idée de nation en armes sous la monarchie de Juillet; Mathilde Larrère sur les élections des officiers, également sous la monarchie de Juillet; Louis Hincker sur les officiers porte-parole des barricades en 1848).

Apparemment disparates, ces communications témoignent pourtant d'interrogations communes à la fois à leurs auteurs et aux contemporains de ces gardes nationales : leur lien avec « l'esprit de parti » et, dès lors, la méfiance qu'elles engendrent de la part du pouvoir (on sait comment Charles X en arriva à supprimer une garde nationale parisienne jugée rebelle en 1827); les questions de militarisation et de professionnalisation des gardes, questions étroitement liées avec celle de la politisation des classes populaires ou moyennes à laquelle elles sont associées; leur rôle face à la question sociale, et à cet égard le cas lyonnais apparaît comme l'un des plus intéressants; leur relation à une idée nationale alors en plein essor, et encore classée à gauche, sa progressive droitisation correspondant précisément à l'époque de la suppression des gardes; la question de l'engagement des individus composant ces gardes, lors des grandes commotions politiques du siècle, et des stratégies élaborées face au pouvoir judiciaire au lendemain de ces commotions. Dans une contribution en forme de conclusion, Alan Forest réfléchit à la mémoire de la Garde nationale « révolutionnaire » au XIX<sup>e</sup> siècle, affirmant, entre autres choses, l'irréductibilité absolue de la Garde à une image unique. Une Garde qui, à gauche comme à droite, est l'objet d'instrumentalisations forcément et fortement opposées : à ce jeu, l'imagerie républicaine, de la Deuxième comme de la Troisième République, n'a pas été la moins habile, non sans variantes. Car comment, par exemple, évoquer la Garde nationale parisienne au lendemain de juin 1848 qui a vu le corps se partager entre les deux camps en présence? Au fond, il semble que l'aspect patriotique soit le plus souvent mis en avant, au détriment d'une image trop « révolutionnaire », même si patriotisme et révolution forment pendant une bonne partie du siècle un couple indissociable. Le débat reste d'autant plus ouvert que chaque période étudiée et parfois chaque événement mériterait une analyse fine. Le chantier « Garde nationale » reste donc largement ouvert : au niveau des quartiers, des petites villes, des campagnes, il y a beaucoup à faire. Les sources existent : reste à susciter l'intérêt de chercheurs, ce à quoi s'emploie avec bonheur ce volume.

Jean-Claude Caron

Corinne DELMAS, *Instituer des savoirs d'État. L'Académie des sciences morales et politiques au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, 344 p. ISBN : 2-296-01313-9. 29,50 euros.

Issu d'une thèse de doctorat en science politique soutenue en 2000, le livre de Corinne Delmas est partie prenante du regain d'intérêt de cette discipline pour les sciences camérales<sup>12</sup>. En étudiant l'Académie des sciences morales et politiques jusqu'en 1914, Corinne Delmas complète ainsi une historiographie surtout centrée sur

12. Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet [dir.], *Les sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003; Pascale Laborier [dir.], *Les sciences camérales : activités pratiques et histoire des dispositifs publics*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.